



**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
SERVICE SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES ET ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ n° 2018-018-DDCSPP du 6 février 2018 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société ROCA à Saint Maur, installations d'exploitation de carrières**

**Le Préfet de l'Indre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 à la société Entreprise FERAY pour l'exploitation d'une carrière et d'une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Saint Maur aux lieux-dits « Les Terrageaux » et « Les Pièces de Parçay » concernant notamment la rubrique 2510 et 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011109-0004 du 19 avril 2011 portant transfert au profit de la société SETEC de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014328-0007 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIERES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-127 DDCSPP du 23 novembre 2015 portant transfert au profit de la société ROCA de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint Maur ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 janvier 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 janvier 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Présence de boue sur la voie parallèle à la RD 943

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article III 5 B b de l'arrêté préfectoral n°2009-11-215 du 24 novembre 2009 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROCA de respecter les prescriptions dispositions de l'article III 5 B b de l'arrêté préfectoral n°2009-11-215 du 24 novembre 2009 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRETE

Article 1 – La société ROCA exploitant une installation d'exploitation de carrières et d'une installation de traitement de matériaux aux lieux-dits « Les Terrageaux » et « Les Pièces de Parçay » sur la commune de Saint Maur est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article III 5 B b de l'arrêté préfectoral n°2009-11-215 du 24 novembre 2009 en mettant des actions correctives afin que les véhicules qui sortent de l'installation n'entraînent pas de dépôts de boue sur les voies de circulation publiques dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société ROCA à l'adresse postale - ZA le Puy Roudier - 87240 AMBAZAC.

Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de Saint-Maur et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre – Val de Loire.

Article 5 - Le Secrétaire général de la préfecture, la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, le Maire de Saint-Maur et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Nathalie VALLEIX